



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

COP26

Question au Gouvernement n° 4461

Texte de la question

COP26

M. le président. S'il vous plaît, chers collègues, la parole est à M. Pierre Dharréville, que nous écoutons dans le calme !

M. Pierre Dharréville. Hier, à l'ouverture de la COP26, le Président de la République a fait la leçon à la terre entière, comme si l'Europe et la France étaient exemplaires dans la lutte contre le changement climatique. La COP ne doit pas être un concours d'éloquence avec pour sujet la planète : on ne saurait se payer de mots. La situation est préoccupante : nous ne devons pas reculer et nous pouvons agir. Or si la France et l'Europe prennent des engagements, il y a loin de la parole aux actes : les moyens ne suivent pas !

La réussite de la transition écologique exige de changer nos modes de vie et de mobiliser, à brève échéance, des moyens financiers colossaux. Sachant qu'en Europe les 10 % les plus riches émettent six fois plus de CO2 que les 50 % les plus pauvres, il est nécessaire de faire contribuer les plus riches à hauteur de la pollution qu'ils produisent et de ne pas laisser faire la finance.

Nous devons nous engager dans des programmes massifs d'investissement pour sortir de notre dépendance aux hydrocarbures, relocaliser et transformer notre industrie, rénover les logements, développer les transports en commun et le fret ferroviaire, investir dans la formation et la recherche, sans oublier d'anticiper les effets du changement climatique. Nous ne pourrions relever ce défi sans nous attaquer à la loi du marché, sans remettre en cause le pacte de stabilité et de croissance, sans tourner le dos aux politiques d'austérité, synonymes depuis des années d'inaction climatique.

La France doit prendre prochainement la présidence de l'Union européenne. Le Gouvernement doit donc s'engager à obtenir la sortie des dépenses d'investissement dans la transition écologique du calcul des déficits publics. Plutôt que de s'enfermer dans le dogme budgétaire et d'encourager un système dans lequel la règle est la captation de richesses par un tout petit nombre sur le dos des êtres humains et de la planète, il est incontournable et urgent de donner la priorité aux objectifs sociaux et environnementaux, essentiels pour l'avenir. C'est ce que réclame notre jeunesse. Monsieur le Premier ministre, y êtes-vous prêt ?
(Applaudissements sur les bancs des groupes GDR et FI.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères. Je vous prie de bien vouloir excuser l'absence de Mme Barbara Pompili, ministre de la transition écologique, qui est, comme vous l'imaginez, à Glasgow. Elle pourra répondre à vos questions dès son retour.

À entendre votre énumération, il y a un instant, j'ai eu le sentiment de retrouver les éléments essentiels de la loi, adoptée par l'Assemblée nationale, portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets. (*Applaudissements sur quelques bancs des groupes LaREM et Dem.*)

En réalité, ce texte décline tous les objectifs que vous avez énoncés. En vous écoutant demander une forte mobilisation de financements pour assurer la transition écologique, j'ai aussi pensé que vous approuviez le contenu du plan de relance, qui consacre une enveloppe de 30 milliards d'euros à la transition écologique, et le contenu du plan d'investissement France 2030, également doté de 30 milliards. Les engagements massifs que vous souhaitez sont au rendez-vous. Vous aurez prochainement, par vos votes, l'occasion de confirmer la position que vous venez de défendre ! (*Sourires.*)

Permettez-moi d'ajouter une remarque quant à l'enjeu de la COP26, sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir cet après-midi. Une première étape a été franchie lors du G20, le week-end dernier, à Rome. À cette occasion, le Président de la République a pris les initiatives qui s'imposaient pour favoriser la mobilisation autour des objectifs de la COP26. Force est de reconnaître que cette mobilisation n'est pas suffisante et que nous ne sommes plus dans la dynamique du sommet de Paris, de la COP21, les pays participants exprimant de nombreuses réserves et réticences. Toutefois, les pays du G20 représentent 80 % des émissions de gaz à effet de serre au niveau mondial.

M. le président. Je vous prie de bien vouloir conclure, monsieur le ministre.

M. Jean-Yves Le Drian, ministre. Or le sommet de Rome a permis de réaffirmer l'objectif de limiter le réchauffement climatique à 1,5 degré Celsius et d'acter une mobilisation financière de près de 100 milliards de dollars par an pour des mesures d'adaptation et d'atténuation destinées aux pays en développement. C'est une première étape...

M. le président. La parole est à M. Pierre Dharréville.

M. Pierre Dharréville. Monsieur le ministre, si vous êtes d'accord avec moi, alors changez de politique ! (« Oh ! » sur les bancs du groupe LaREM.)

Données clés

Auteur : [M. Pierre Dharréville](#)

Circonscription : Bouches-du-Rhône (13^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4461

Rubrique : Climat

Ministère interrogé : Europe et affaires étrangères

Ministère attributaire : Europe et affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [3 novembre 2021](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [3 novembre 2021](#)